



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP-5 DE LA CCD: LUNDI 8 OCTOBRE 2001

La Plénière s'est réunie le matin et l'après-midi dans le cadre du Segment de Haut Niveau pour entendre les allocutions des Présidents du Cap Vert et du Venezuela et des Premiers Ministres du Mozambique, du Niger et du Bénin, un message de la part du Secrétaire Général des Nations-Unies, ainsi que des déclarations de la part de ministres et de chefs d'organisations et d'agences des Nations-Unies, d'organes multilatéraux et d'organisations régionales.

LE SEGMENT SPECIAL

Le Président de la CdP-5, Charles Basset (Canada), souhaite aux dignitaires et aux délégués la bienvenue à la session Plénière spéciale de haut niveau et les encouragea à trouver les voies et moyens d'alléger les souffrances des populations en s'attaquant de manière efficace à la pauvreté, à la désertification et à la dégradation des sols.

Le Secrétaire Exécutif de la CCD, Hama Arba Diallo, déclara que le segment de haut niveau venait rappeler que le processus de la CCD est tributaire de la volonté politique, et apporta son appui à l'adoption d'une approche participative dans la lutte contre la désertification. L'orateur devait ensuite lire, au nom du Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, un message qui félicite la CCD pour son travail en matière de lutte contre la pauvreté, exhorte la communauté internationale à mobiliser des ressources pour les pays touchés, et appuie l'idée de faire du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), le principal mécanisme de financement de la Convention.

Pedro Verona Rodrigues Pires, Président du Cap Vert, déclara que la réussite de la CCD est tributaire de la volonté et d'un mécanisme de financement prévisible tel que le FEM. L'orateur souligna de l'importance de la participation des acteurs sociaux et indiqua que la CdP de la CCD se doit: d'établir un comité de suivi, pour l'évaluation de la mise en application de la CCD (CRIC); de financer des unités de coordination régionales (UCR); et envisager des voies et moyens de contribuer au Sommet Mondial sur le Développement Durable (SMDD).

Hugo Chavez Frias, Président du Venezuela, fit part de sa préoccupation concernant la riposte militaire en cours aux attaques terroristes contre les Etats-Unis, et affirma qu'une paix durable ne peut être réalisée que par le traitement des problèmes de pauvreté, d'inégalité et d'injustice, qui sont, à son sens, les vraies causes de la violence. Mettant en exergue le lien entre la pauvreté et la désertification, l'orateur appela à une coopération mondiale et à de nouvelles idées dans le traitement de l'environnementale, et souligna que les modèles néo-libéraux actuels ne sont pas la solution. Il proposa par ailleurs de réduire de 50% les dépenses militaires mondiales et d'utiliser les fonds ainsi épargnés pour le traitement des problèmes de pauvreté et d'environnement. Bien que la désertification ne touche pas de manière sérieuse le Venezuela, il mit en

exergue l'engagement de son pays pour le traitement de ce "problème international" en annonçant un soutien à la coopération sud sud autour des projets ayant trait à la désertification.

Pascoal Manuel Mocumbi, Premier Ministre du Mozambique, mit en relief les liens entre le changement climatique et la désertification, notant que les inondations massives au Mozambique avaient causé une dégradation des sols, une destruction de l'infrastructure et une stagnation économique. Soulignant que "la lutte contre la désertification est une lutte contre la pauvreté," il donna un aperçu sur le Plan d'Action Anti-Pauvreté du Mozambique pour la période 2001-5, et appela la CdP à procéder à des évaluations régulières de la mise en application de la CCD au niveau national. Il encouragea le FEM à ajouter la dégradation des sols et la désertification comme pôle de focalisation, et précisa qu'il doit être désigné mécanisme de financement de la CCD.

Hama Amadou, Premier Ministre du Niger, mit en relief les difficultés rencontrées par son pays dans le traitement de la désertification, et appela à une mise en œuvre urgente de la CCD, soulignant en particulier, le rôle de la communauté internationale dans la mise à disposition d'une assistance technologique et financière en faveur de l'Afrique. L'orateur exprima également son appui à l'organe subsidiaire de la CCD chargé de l'évaluation de la mise en application, à une augmentation du budget du Secrétariat, et à une coopération sud-sud. Le Premier Ministre du Bénin, Bruno Amousou, mit en exergue le plan septennal mis en place par son pays pour le traitement de la désertification, accueillit favorablement l'offre du FEM d'apporter son soutien à la CCD comme mécanisme de financement, et en tant que pays bénéficiaire, il remercia le Venezuela pour son appui, notant que le Bénin et le Venezuela étaient en passe de signer un accord de coopération.

Après les déclarations des chefs d'Etats et de gouvernements, les délégués devaient entendre celles d'autres hauts représentants de pays et d'OIG. Les orateurs de nombreux pays en développement touchés soulignèrent la nécessité de résoudre les questions en suspens posées à la CdP-5, telles que celles du financement de la CCD par le FEM, du financement des UCR, l'établissement du CRIC, et du budget biennal de la CCD. Pour leur part, les pays industrialisés soulignèrent la nécessité d'intégrer les PAN en matière de désertification dans les papiers stratégiques de la réduction de la pauvreté (PSRP) et dans les stratégies nationales de développement durable. Les représentants des pays en développement exhortèrent également les Parties industrialisées à faire montre d'un engagement en faveur de la mise en application de la CCD, en augmentant le soutien financier et le transfert des technologies. En outre, plusieurs intervenants endossèrent le rôle critique de la CCD dans le traitement de la dégradation des sols, et soulignèrent l'opportunité pour la CdP-5 de fournir des orientations et une contribution claires au SMDD de 2002.

La MAURITANIE donna un aperçu sur ses initiatives nationales en matière de lutte contre la désertification et indiqua que la CCD peut être revitalisée, *entre autres*, à travers la mise à disposition de ressources nouvelles et supplémentaires au profit du Mécanisme Mondial (MM) et, de la fourniture d'un soutien et de l'ouverture d'un dialogue avec les ONG. Notant que la CdP-5 a lieu à un moment où la communauté est en train de prendre conscience

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org> a été rédigé par Jenny Mandel <jenny@iisd.org>, Wagaki Mwangi <wagaki@iisd.org>, Mark Schulman <mark@iisd.org> et Chris Spence <chris@iisd.org>. Edition numérique: David Fernau <david@iisd.org>. Responsable opérationnelle: Marcela Rojo <marcela@iisd.org>. Assistant On-Line: Diego Noguera <diego@iisd.org>. Editrice en Chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Version Française: Mongi Gadhoom: <mongi@iisd.org>. Directeur du Service Information: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du Bulletin sont: Le Ministère Néerlandais des Affaires Etrangères, le Gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), les Etats-Unis (à travers l'USAID), l'Agence Suisse de l'Environnement, des Forêts et du Paysage (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le DFID et l'OAEC), la Commission Européenne (DG-ENV), le Ministère Danois des Affaires Etrangères et le Gouvernement Allemand (à travers les Ministères de l'Environnement (BMU) et de la Coopération pour le Développement (BMZ)). Un soutien général a été accordé au Bulletin au titre de l'exercice 2001, par: les Ministères Finlandais des Affaires Etrangères et de l'Environnement, le Gouvernement Australien, les Ministères Suédois de l'Environnement et des Affaires Etrangères, le Ministère Néo-Zélandais des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, les Ministères Norvégiens de l'Environnement et des Affaires Etrangères, Swan International et l'Agence Nipponne de l'Environnement (à travers l'IGES). La version Française est financée par le Ministère Français des Affaires Etrangères. Le Bulletin est joignable à <enb@iisd.org> et au tel: +1-212-644-0204; fax: +1-212-644-0206. L'IIDD peut être contacté par courriel à <info@iisd.ca> et par courrier au 161, Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont diffusées par courriel et sont disponibles à travers le serveur WWW Linkages à: <http://www.iisd.ca/linkages/>.



de la signification de la vulnérabilité, la NORVEGE déclara que la pauvreté constitue la plus grande menace au développement durable, et souligna que la question du financement est le défi le plus sérieux posé à la CCD.

Le FIDA reconnut le rôle important du MM dans la mobilisation des ressources. Le représentant indiqua que le FIDA entendait apporter une contribution 2,5 millions de dollars supplémentaires pour aider le MM à faire son travail. Le PNUD déclara que la CCD n'est pas en train de bénéficier de l'attention qu'elle mérite en comparaison avec d'autres conventions environnementales. Le représentant ajouta que le PNUD accordait aux zones arides, une grande priorité aux projets ayant trait à la lutte contre la dégradation des sols et qu'il était engagé à accroître son soutien en leur faveur au niveau du FEM. Le représentant de la CCCC mit l'accent sur les liens politiques, écologiques, économiques et sociologiques avec la CCD, ainsi que sur l'arrangement trilatéral conclu avec la CDB. L'OMM fit état de ses efforts continus pour, *entre autres*: apporter un soutien aux systèmes d'observation améliorés, augmenter les programmes agricole d'adaptation au changement climatique, et améliorer les capacités en matière de prévision météorologique. Le FEM déclara être en train d'examiner les possibilités de désigner la dégradation des terres comme pôle de focalisation pour le financement et d'inclure une proposition d'accompagnement de 500 millions de dollars pour les activités de lutte contre la dégradation des terres au cours de la prochaine période de reconstitution de fonds. Mettant en exergue les avantages de la collaboration, l'orateur encouragea les Parties à continuer de chercher des fonds auprès de sources multiples.

L'IRAN, au nom du G-77/CHINE, fit part de sa satisfaction quant au consensus émergent autour de l'établissement du CRIC. Le délégué appela: à la mise à disposition dans le budget central de la CCD d'un financement suffisant consacré à la couverture du fonctionnement des UCR; à une action, par le FEM, visant à désigner la dégradation des terres comme pôle de focalisation; et à une décision invitant le FEM à devenir le mécanisme financier de la CCD. L'UE souligna la nécessité, *entre autres*: de requêtes de financement reflétant les PAN; d'une responsabilité des pays industrialisés à promouvoir les partenariats bilatéraux; et de l'appui en faveur d'un nouveau guichet de financement au sein du FEM. Notant la possibilité de voir des pays touchés devenir des pays membres de l'UE, la COMMISSION EUROPEENNE fit part de son intention de renforcer la participation dans les divers forums de la CCD et attira l'attention sur: l'action politique au niveau national dans les pays touchés; l'allègement de la pauvreté en tant qu'objectif central de développement; et sur les efforts de la CE visant à traiter les problèmes associés aux questions du commerce, de l'aide et de l'investissement international.

Soulignant l'impératif d'une approche de coopération, L'ALLEMAGNE mit en relief: les approches participatives dans la mise en œuvre de la CCD; la progression de l'ouverture d'un guichet consacré à la CCD au sein du FEM; et le rôle potentiel de la CCD dans le traitement des inégalités mondiales. La SUEDE fit part de sa satisfaction quant au travail accompli par le MM et par la CST et mit l'accent sur l'importance d'une approche "axée sur l'être humain humain" aux niveaux national et régional et sur la nécessité pour la CdP d'envoyer un message à la Conférence sur le Financement du Développement.

La CHINE nota que la désertification affectait 27% de sa surface terrestre totale ainsi que 400 millions de personnes. L'orateur présenta un rapport sur une récente législation consacrée à la prévention et à la maîtrise des dunes de sable et qui marque une nouvelle étape dans les efforts consentis par le pays, et mit en relief l'aide financière et le transfert des technologies comme étant cruciaux pour une mise en application efficace de la CCD. La CROATIE brossa un tableau sur les défis qui restent à relever à l'échelle nationale dans le domaine de la lutte contre la dégradation des sols, y compris l'existence de plus d'un million de mines anti-personnel.

La SUISSE fit état des interconnexions entre les Conventions de Rio, et appela la CCD à promouvoir une approche intégrée. Le délégué souligna l'importance d'un classement prioritaire pour les questions de dégradation des terres et de pauvreté au SMDD. Le CANADA souligna l'importance des partenariats et la nécessité de promouvoir les synergies entre les accords environnementaux, et appuya l'idée de profiter de la dynamique du SMDD pour susciter un soutien public et politique en faveur du développement durable.

Le ZIMBABWE présenta un rapport sur ses actions visant à élaborer le PAN avec une large participation des acteurs sociaux et sur le manque de fonds nécessaires à réaliser avec succès cet objectif, et appela les participants à profiter de la CdP-5 pour

procéder à des échanges d'idées sur la mise en place des PAN. Le délégué du NEPAL décrit les initiatives nationales de son pays visant à réduire la pauvreté et la dégradation des terres et appela à un traitement particulier pour les pays les moins avancés dans la mise en application de la CCD. La TANZANIE nota le besoin de résoudre collectivement le problème du terrorisme international, mit en relief l'intégration de ses PAN dans les programmes nationaux et sous-régionaux, et indiqua que le succès du SMDD sera mesuré par la manière dont la question de pauvreté aura été traitée. Le MALI élabora sur ses objectifs en matière de lutte contre la pauvreté et contre la désertification et exhorta les délégués à résoudre les questions en suspens, telles que celles de la mise en place des groupes d'experts de la CST. Le délégué appela à des mécanismes de financement et autres outils aptes à accélérer la mise en application de la CCD.

La JORDANIE parla de ses efforts visant à atténuer les effets de la désertification et la dégradation des sols, et encouragea l'octroi d'une assistance dans la mise en œuvre des PAN. Le délégué mit en exergue: l'impératif d'une coopération régionale et sous-régionale, le rôle important des ONG, et la valeur des efforts visant à la conscientisation du public. La MONGOLIE évoqua ses mesures de réponse à la dégradation des sols et à la sécheresse au niveau intérieur, souligna la nécessité d'une coopération Nord-Sud et Sud-Sud, et encouragea une collaboration étroite entre le Secrétariat de la CCD, le MM et le FEM.

Le délégué de la REPUBLIQUE TCHEQUE présenta un rapport sur la réunion consacrée à la CCD organisé récemment par son pays, et offrit l'expertise dont le pays dispose dans les divers domaines ayant rapport avec la CCD. L'UNESCO parla de ses activités pertinentes, dont le kit éducatif destiné aux enseignants des élèves âgés entre 10 et 12 ans, et son initiative intitulée " l'Homme dans la Biosphère ". Le représentant mit en relief le souhait de l'UNESCO d'intensifier la collaboration autour des questions environnementales, notant la nécessité d'éviter la duplication.

DANS LES COULOIRS

Le segment de haut niveau a démarré en force, avec les déclarations de deux chefs d'états et de trois premiers ministres. Particulièrement intéressants, les discours passionnés du Président du Venezuela, Hugo Chavez, ayant suscité des commentaires dans les rangs des délégués, au sujet de son aptitude à établir un lien entre la désertification, la pauvreté et les récentes attaques terroristes et représailles militaires. Beaucoup parmi les présents se sont félicités du profil relativement élevé conféré à la session par la participation de hauts dirigeants politiques, par comparaison aux années précédentes, certains allant même jusqu'à affirmer que cela vient démentir les allégations selon lesquelles la CCD ne bénéficierait pas de l'attention internationale qu'elle mérite. Plusieurs délégués semblent estimer que les deux journées consacrées aux déclarations de haut niveau sont utiles pour la réaffirmation de l'importance de la Convention, mais certains participants ont fait part de leurs réserves, affirmant que leur temps aurait pu être mieux utilisé à travailler, dans des réunions parallèles, à la résolution des questions de fond épineuses inscrites à l'ordre du jour, telles que celles du programme et budget et du CRIC. Selon des participants des groupes de contact chargés de ces thèmes, quelques progrès ont été réalisés sur la question du CRIC, même si beaucoup reste à faire pour garantir une conclusion probante.

A SUIVRE AUJOURD'HUI

SEGMENT DE HAUT NIVEAU: Le Segment de Haut Niveau se réunira à 10h dans la Salle de Conférence XVIII pour une séance de dialogue interactif qui portera sur le rapport entre pauvreté et environnement.

Le Segment de Haut Niveau se réunira de nouveau à 15h dans la Salle de Conférence XVIII pour entendre les déclarations de 13 ministres et huit ministres adjoints, ainsi que de chefs d'agences multilatérales et d'organisations intergouvernementales et d'un représentant d'ONG.

EN MARGE DE LA CONFERENCE: Un panel de personnes éminentes se réunira de 15h à 17h dans la Salle de Conférence VIII sur le thème "The poverty-environment nexus in the context of a timely and efficient CCD implementation." Les orateurs engloberont l'ancien Directeur Exécutif du PNUE, Mostafa Tolba, l'ancien Premier Ministre Canadien, Pierre-Marc Johnson, l'Envoyé Spécial du secrétaire Général de l'ONU pour l'Afrique, Mahmoud Sahnoun, et l'ancienne Directrice du FNUAP au Sénégal, Mme. Marie-Angelique Savane.